

Grèce : 5 questions sur 8 années de crise, par Pierre Moscovici

 nouvelobs.com/economie/20180820.OBS1042/grece-5-questions-sur-8-annees-de-crise-par-pierre-moscovici.html

1. [L'Obs](#)
2. > [Economie](#)



commissaire européen raconte son vécu de cette crise de l'intérieur.

Par Pierre Moscovici

Publié le 20 août 2018 à 16h09

Sur le même sujet

Symbole de la solidarité européenne, laboratoire austéritaire ou reflet des égoïsmes nationaux, il est souvent difficile de se forger une opinion claire sur la crise grecque. Beaucoup estiment que les Européens se sont montrés trop généreux envers un pays pourtant seul responsable de sa quasi-faillite. Pour d'autres, les programmes d'assistance financière successifs ont été des chocs austéritaires violents. D'autres, enfin, pensent que cette crise a été la prise de conscience existentielle et salutaire d'une zone euro trop fragile.

J'ai vécu cette crise de l'intérieur, comme ministre des Finances français de 2012 à 2014, et depuis comme commissaire européen chargé de l'Economie et des Finances. Alors que le programme d'assistance financière se conclut ce lundi 20 août, le temps de l'inventaire est venu. Je veux donc répondre ici aux cinq questions que j'entends le plus souvent à travers l'Europe. Cinq questions sur la Grèce, certes, mais qui en disent long

sur le fonctionnement de l'Europe, et ces interactions souvent complexes entre nos pays, la politique et l'économie. Les citoyens jugeront.

1. Avons-nous eu raison de sauver la Grèce ?

Les Etats européens et le Fonds monétaire international ont prêté près de 288 milliards d'euros en huit ans. C'est une somme faramineuse, jamais mobilisée par l'Europe pour sauver un pays de 10 millions d'habitants d'une faillite quasi totale ! Beaucoup d'Européens se demandent si c'était la bonne solution. Il n'est pas simple de répondre à cette question, nul ne pouvant réécrire l'histoire. Mais j'ai trois certitudes.

Tout d'abord, il est certain que sans l'aide européenne, la Grèce se serait effondrée pour des décennies, basculant dans un chaos politique et économique profond, dont nous, Européens, n'avons plus la mémoire.

Ensuite, les coûts et conséquences économiques de l'effondrement de la Grèce sur nos pays auraient été bien supérieurs aux 288 milliards que nous avons prêtés. Nos banques, nos entreprises, nos emplois, nos finances publiques auraient basculé en partie dans l'abîme grec. Et la croissance forte que nous connaissons aujourd'hui n'existerait pas. Au contraire, la zone euro ne s'est pas effondrée et en ressort plus forte et mieux équipée pour faire face à un prochain choc.

Enfin, il fallait respecter le souhait du peuple grec, celui de rester arrimer à l'Europe via l'euro pour ne pas basculer dans un avenir sombre et encore plus douloureux que les réformes demandées en échange par l'Europe..

Alors oui, je suis intimement convaincu qu'il fallait sauver la Grèce. Pour sauver nos économies, l'euro et l'Europe. Nous sortons de cette crise terrible collectivement plus forts !

2. La fin du troisième programme grec est-elle la fin de la crise grecque ?

La sortie de la Grèce du programme d'assistance financière est une bonne nouvelle pour la Grèce et pour la zone euro. Elle marque la fin de huit années particulièrement douloureuses pour le peuple grec et profondément déstabilisantes pour la zone euro.

La Grèce va mieux et aucun autre Etat européen n'a procédé à un changement aussi profond de son administration et de son économie. Pas moins de 450 réformes ont été adoptées et mises en œuvre ces trois dernières années ! Les sacrifices consentis par les Grecs et la détermination des autorités – tous partis confondus – ont enfin porté leurs fruits : la Grèce a retrouvé le chemin de la croissance et le déficit public abyssal est aujourd'hui un excédent budgétaire solide.

Mais nous devons être lucides. La sortie du programme n'efface pas tous les maux de la Grèce et la réalité sur le terrain est toujours incroyablement difficile. Les plus fragiles et les plus vulnérables ont terriblement souffert de la crise et des réformes nécessaires pour remettre le pays sur pied. Une grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté et le taux de chômage, notamment celui des jeunes, se situe à un niveau insupportablement élevé, à plus de 20%. Quant à la dette publique, elle reste la plus élevée d'Europe, au-dessus de 180% du PIB, et va rester un enjeu économique et politique pour ce pays pendant encore longtemps. Alors oui, je comprends la colère des Grecs lorsqu'ils

entendent que la crise est terminée, alors que leur situation individuelle, elle, ne s'améliore pas.

Néanmoins, je suis convaincu que le pire est désormais derrière nous. Nous avons empêché le scénario catastrophe d'une sortie de la Grèce de l'euro, le fameux Grexit, et sauvé l'euro. L'économie grecque crée à nouveau de la croissance et des emplois. Des jeunes, partis durant la crise, reviennent dans leur pays aider à la reprise. Mais la fin du programme n'est pas la fin du chemin. Seulement la fin d'une crise brûlante et des mesures d'urgence. Il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour que la Grèce renoue durablement avec la croissance dont le peuple devra bénéficier.

3. Pourquoi la crise a-t-elle duré si longtemps ?

La crise grecque a été exceptionnelle par sa durée. Jamais un Etat membre n'a été soumis à des programmes de cette envergure. J'ai vu beaucoup de courage politique face à l'inconnu. Mais, admettons-le, des erreurs ont été commises à Athènes, Bruxelles, Berlin et Washington, prolongeant cette crise.

Il faut le reconnaître aujourd'hui, l'Europe et ses Etats n'avaient pas vu venir cette crise, et par conséquent ne s'y étaient nullement préparés. Nous n'avions ni l'analyse ni les outils, et encore moins la culture politique pour gérer des crises majeures à la vitesse des marchés. Autrement dit, nous étions face à une maison en flamme sans eau, ni sceau, ni échelle, avec le vent de face.

Nous avons également sous-estimé l'état désastreux dans lequel se trouvait la Grèce. Les Grecs eux-mêmes n'en avaient pas conscience. Nous pensions que la maison était en brique, elle était en bois et allait donc flamber plus vite que prévu. La simple crise budgétaire était en réalité une crise profonde de l'économie et de l'appareil étatique.

De ce fait, le design des trois programmes consécutifs a été imparfait. Le premier programme (2010-2012), court-termiste et très ciblé sur les finances publiques, ne pouvait répondre aux problèmes structurels du pays. Le deuxième programme (2012-2015) intégrait davantage les réponses de fond mais restait trop limité dans le temps pour un chantier qui devait prendre presque une décennie. Le troisième programme (2015-2018) pouvait, enfin, opérer les réformes et les mettre en œuvre, tout en rétablissant la viabilité des finances publiques.

La politique grecque a aussi sa part de responsabilité, majeure, dans cette crise. A commencer par ceux qui ont fait le choix de maquiller les chiffres du déficit. Ces responsabilités – sans doute collectives – n'ont jamais été établies au niveau politique. Les clivages et la violence même de la vie politique grecque ne nous ont pas aidés. La démagogie des campagnes électorales, le retournement des positions une fois au gouvernement, l'absence de consensus national et la mauvaise foi des oppositions de droite comme de gauche a profondément nui à la mise en œuvre des réformes. Une démagogie irresponsable s'est développée tout au long de cette crise, faisant croire au peuple grec à des solutions faciles et creusant un fossé d'incompréhension.

Si le second programme n'a pu être conclu en décembre 2014 à cause de la réforme des retraites et de la TVA sur les îles, c'est en grande partie parce que la coalition Nouvelle Démocratie /Pasok n'était pas prête à prendre la responsabilité de ces mesures. Les élections ont été organisées pour résoudre ce dilemme. Le peuple a choisi Syriza, et la gauche radicale, élue sur un programme diamétralement opposé et totalement illusoire, ouvrant six mois de grandes tensions avec les Européens et les marchés.

Les autres Européens ont été déconcertés par cette politique byzantine : menaces de sortie de l'euro les premières années, chantage au référendum en 2012 et 2015, ministre des Finances fantasque et tonitruant, rappels constants du passé nazi d'une Allemagne pourtant prête à financer les prêts. D'autres, heureusement, ont pris leur responsabilité et ont su adopter, en toute connaissance de cause, des réformes difficiles mais, je le crois, nécessaires au redressement du pays. Car oui, il y a eu aussi de vrais leaders grecs sur cette période et je veux ici saluer leur courage politique.

Les leaders politiques européens ont aussi leur part de responsabilité. Durant les premières années, sans doute paralysés par la peur du vide et la possible implosion de l'euro, ils ont trop tardé à mettre en place les solutions nécessaires. Ce temps précieux nous a manqué et nous a coûté cher face aux marchés. La défiance européenne vis-à-vis des autorités grecques n'a, quant à elle, cessé de grandir, rendant le travail commun de plus en plus difficile et la dureté des réformes toujours plus grande. Les arrière-pensées politiques ont été très fortes et beaucoup dans la droite européenne ont souhaité l'échec du gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras, vainqueur de la Nouvelle Démocratie. Ceci s'est traduit parfois par des réunions des ministres au sein de l'Eurogroupe d'une violence inouïe. J'ai entendu le ministre allemand Wolfgang Schäuble lancé à son homologue grec :

""Je ne vous fais plus confiance.""

J'ai également séparé physiquement le ministre néerlandais, Jeroen Dijsselbloem, et le ministre grec, Yanis Varoufakis, qui menaçaient de se battre. Il a fallu beaucoup de patience et de travail politique pour renouer les fils de la coopération à l'été 2015 pour sortir de l'impasse.

Enfin, je n'omet pas non plus le rôle des institutions chargées de la gouvernance des programmes. La collaboration entre la Commission européenne, la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et plus tardivement le Mécanisme européen de Stabilité n'a pas toujours été facile. Si l'expertise financière du FMI nous a été utile, certaines positions trop brutales, intransigeantes voire très personnelles ont antagonisé les relations avec les Grecs, voire conduit l'Eurogroupe à adopter des réformes à mon sens trop dures et non nécessaires, notamment celles des retraites pour 2019.

Au total, oui, cette crise a duré huit longues années. Il serait bien hasardeux de dire combien de temps elle aurait pu durer sans les erreurs initiales et les batailles politiques à Athènes et à Bruxelles. Beaucoup d'entre nous ont fait du mieux possible pour soulager le peuple. J'ai constamment mené cette bataille, parfois seul avec Jean-Claude Juncker à l'Eurogroupe. Et je suis fier de cette cohérence.

4. Les technocrates l'ont-ils emporté sur la démocratie ?

C'est une question en forme de critique que j'entends souvent : la volonté du peuple n'aurait pas été respectée et l'alliance des marchés et des technocrates non élus – la fameuse Troïka et ses "men in black" – auraient imposé leurs mesures sur le Parlement grec. Voilà comment des milliers de Grecs et d'observateurs ont perçu, et jugé, notre action ces huit dernières années. La population grecque s'est sentie humiliée et a considéré sa souveraineté bafouée à l'arrivée de dizaines de technocrates et d'experts. Une partie de la population grecque néanmoins ne faisait plus confiance à sa classe politique et souhaitait que d'autres conduisent ces changements nécessaires.

Fallait-il donner les clés à des fonctionnaires non élus quand les politiques ne veulent pas prendre leurs responsabilités ? Était-il normal que 19 ministres européens délèguent leurs autorités à des fonctionnaires de la Commission et du FMI ?

Il faut admettre que la technique fut souvent intrusive, parfois irrespectueuse, et que ces fonctionnaires ont eu une influence majeure dans ce processus. Ils l'ont toutefois toujours fait avec un mandat de leurs autorités respectives et avec la conviction qu'il fallait sauver la Grèce. Ils ont, malheureusement, été parfois menacés physiquement lors de leurs visites. Mais nous avons besoin de leur expertise sur le terrain pour faire le diagnostic du pays et ainsi mieux l'aider. Personne ne savait, par exemple, combien il y avait de fonctionnaires en Grèce quand les premières visites ont commencé !

La démocratie grecque a été respectée dans ses principes. Le peuple grec a choisi de rester dans l'euro et nous avons délivré un programme économique lui permettant de respecter ce choix souverain. Il est exact que les mesures précises ont plus souvent été le fait des institutions que des autorités grecques. C'était le mandat donné par les ministres européens, qui eux aussi devaient rendre des comptes à leur parlement respectifs en échange des prêts votés.

Car c'est bien à l'Eurogroupe que les décisions finales se prenaient sans réel contrôle démocratique. J'ai moi-même vécu un sentiment de malaise lorsque nous décidions, derrière les portes closes de l'Eurogroupe, du sort de millions de Grecs. Je l'ai dit et je le redis aujourd'hui : c'est un scandale démocratique. Non du fait de la mauvaise volonté des ministres mais parce que peu d'entre eux étaient véritablement informés et avaient un mandat précis de leur parlement national. J'en tire une leçon claire : l'eurogroupe doit devenir plus démocratique, plus transparent et mieux contrôlé !

5. Quel avenir pour la Grèce et la zone euro ?

Je reste convaincu que la sortie du troisième programme financier est un moment historique pour la Grèce et pour toute l'Europe. La Grèce s'apprête à retrouver sa juste place au sein de la zone euro et une plus grande autonomie dans l'élaboration de ses politiques économiques.

Cela ne signifie pas pour autant que l'Union européenne abandonne la Grèce. Il reste encore beaucoup à faire pour remettre définitivement le pays sur la voie d'une croissance durable et sur une trajectoire budgétaire saine. La réduction de la dette publique doit être l'absolue priorité de son gouvernement. La Grèce s'est ainsi engagée à finaliser la mise en œuvre de réformes, prévues dans le cadre du dernier programme, essentielles au redressement du pays.

La Commission européenne s'assurera du respect de ces engagements, tout en restant une alliée de la Grèce durant cette période. En pleine coopération avec les autorités grecques, nous avons ainsi décidé de mettre en place une surveillance renforcée qui entrera en vigueur dès le 21 août.

Je veux couper court à toute mauvaise polémique : cette surveillance ne constitue pas un quatrième programme déguisé. Tout simplement, car elle n'implique aucune nouvelle mesure ou aucune nouvelle réforme! Pour la Grèce, il s'agit d'entériner le soutien de ses partenaires dans l'achèvement de réformes clefs. Pour les partenaires européens, il s'agit de veiller à ce que la Grèce respecte ses engagements passés, ni plus ni moins !

La zone euro, elle, doit continuer son travail d'intégration et penser aux prochaines crises, qui viendront nécessairement, et anticiper plutôt que d'attendre le bord du gouffre pour décider trop rapidement et trop tardivement. Nous avons fait des propositions. J'espère que les Etats auront la sagesse de regarder l'avenir avec confiance.

Pierre Moscovici

L'OBS